

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial :

2016 L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

Le président turc Recep Erdogan est cohérent avec lui-même lorsqu'il présente le régime hitlérien comme un système présidentiel de gouvernement efficace. Il est cohérent avec lui-même le gouvernement saoudien lorsqu'il décapite le cheikh Nimr al Nimr figure de la communauté chiite du pays et opposant de longue date à la dictature salafite de ce pays. Elle est honteusement cohérente avec elle-même cette Union européenne qui, lorsque la Russie ou le Venezuela lancent des procédures en justice contre des opposants, émet de violentes condamnations mais qui, quand le régime du dictateur turc massacre lâchement des populations kurdes non armées, reste silencieuse ou presque. Par contre, 3 milliards d'euros venant des contribuables européens partiront vers ce régime corrompu soi-

disant pour réguler les flux migratoires que ce pays organise, dans une bonne mesure, lui-même pour ensuite récupérer la mise. Quant au régime saoudien, un des organisateurs avec Erdogan de l'aventure jihadiste en Syrie, il continue à bénéficier de la complaisance d'un Occident décidément sélectif dans ses préoccupations « humanitaires ».

Voilà donc comment commence cette année 2016, après une année 2015 marquée par une dangereuse tendance à la confrontation et aux guerres. Option, ne l'oublions jamais, que le système capitaliste a toujours tenu en réserve pour résoudre ses crises; et celle qu'elle vit aujourd'hui est particulièrement grave et sans issue visible. Elle retombe aussi chez nous où il n'est pas excessif de dire qu'avec l'arrivée au pouvoir de la coali-

L'invité du DR :

Philippe Lamberts

Il est impératif de sortir de ce système

Gilles Smedts

COP21 : le cycle de la vie

Martin Willems

Des syndicats qui se taisent

Claude Renard, Jean Lemaître

À propos du livre *Louis Van Geyt. La Passion du Trait d'Union*

Vladimir Caller

Fin d'année électorale en Europe

Paul-Emile Dupret

La gauche en Amérique latine

Jean Lemaître

À propos du livre *Qui a tué Julien Lahaut ?*

Robert Waeles

Le film *Les hommes d'argile*

tion NVA-MR, notre pays connaît probablement la période la plus régressive dans le domaine social et des libertés publiques de l'après-guerre. Attaques frontales et tentatives de liquidation des acquis les plus chers obtenus de longue lutte par les travailleurs, comme l'index salarial, comme le droit de grève, comme le droit aux prestations sociales, comme la préservation du secteur public. Sur le plan des libertés citoyennes, nous constatons la mise en œuvre de manière chaque fois plus déterminée d'une politique de militarisation des espaces publics, de graves restrictions des libertés individuelles, de judiciarisation des activités citoyennes pourtant garanties par la Constitution et la déclaration des Droits de l'Homme. Bref, ce gouvernement ne fait qu'insérer notre pays dans la logique des politiques réactionnaires que la mondialisation cherche à imposer à la planète entière. Raison suffisante pour rester, plus que jamais, alertes et disposés à toutes les batailles. ■

Philippe Lamberts :

Il est impératif de sortir de ce système

En parlant de lui, le quotidien français Le Monde l'avait catalogué comme « L'homme le plus détesté de la City de Londres » et ce journal avait de quoi fonder ses dires. C'est en effet lui qui avait fait approuver par le Parlement européen (dont il est le co-président du groupe des Verts) des règles plafonnant les bonus des traders. Dispositions inacceptables pour l'élite de la finance qui avait alors menacé de quitter Londres tandis que la maire de cette ville parlait de « vengeance ». Ingénieur civil en mathématiques appliquées, c'est dans l'activité politique qu'il a rencontré sa vocation. Particulièrement sensible aux questions socio-économiques et environnementales, il assume souvent des positions qui détonnent y compris dans son voisinage politique. C'est avec plaisir que notre journal a entamé un dialogue à bâtons rompus avec cet eurodéputé qui a, nous semble-t-il, quelque chose de plus que du vert dans sa chromatique.



National. Pour commencer, quelle est votre analyse sur les responsabilités sous-jacentes au geste terroriste ?

Philippe Lamberts.- La première, bien sûr, revient aux assassins eux-mêmes. Mais ce serait trop court d'en rester là. Notons qu'ils ne sont pas, comme jadis, des commandos venus d'ailleurs, ils sont nés, ont grandi et ont été formés chez nous et que leurs actions suscitent parfois dans certains esprits égarés, une sorte de compréhension ambiguë, sinon de complaisance. Difficile alors de ne pas conclure qu'une fracture existe dans nos sociétés et de ne pas associer cette fracture aux effets des politiques ultralibérales qui conduisent à la rupture des liens sociaux dans nos villes; des politiques qui réduisent l'homme à sa double et froide dimension de producteur d'abord et de consommateur ensuite, le tout sous le dogme suprême de la rentabilité. Ainsi, le système fabrique des masses de jeunes chômeurs, sans horizon, confrontés à leur solitude. Dans ce vide, ils ne peuvent qu'être vulnérables à des discours qui leur proposent un destin, une motivation existentielle. "La société n'existe pas, il n'y a que l'individu" affirmait Margaret Thatcher et sa pensée, traduite dans des politiques néolibérales, est devenue victorieuse. La société disloquée qui en résulte avec l'explosion du chômage et des inégalités, est le bouillon de culture de ces jeunes illuminés qui, répondant sans le savoir à la dame de fer, sont disposés à mourir et à tuer

Le DR.- ...mais alors les guerres « humanitaires », les interventions militaires ne sont pour rien dans la vague d'attentats...?

Ph L.- ...en effet, on ne peut pas oublier les interventions militaires de l'Occident. Je dirais même qu'elles ont contribué à l'essor du jihadisme. Rappelons-nous qu'en 1979, lors de l'intervention soviétique en Afghanistan, ce sont les Américains qui ont financé et armé les talibans avec Ben Laden à leur tête. Ce furent encore eux avec les Français, qui ont poussé l'Irak à faire cette guerre, si meurtrière, contre l'Iran. Bis repetita plus récemment avec l'intervention en Libye et les conséquences que nous vivons maintenant. Et cela continue en Syrie. Mais les effets de ces interventions touchent également les populations musulmanes installées chez nous; ces dernières ressentent que leurs pays sont agressés par des gouvernements qui les ignorent. En plus, elles se sentent bernées par les mensonges du discours occidental: Imaginez que vous êtes un musulman égyptien modéré, habitué à entendre des leçons sur la démocratie et que vous voyez que les Frères Musulmans pour qui vous aviez voté, sont victimes d'un putsch avec le concours de ces mêmes occidentaux qui hier encore vous apprenaient la sacralité du vote. On peut alors comprendre que vous optiez pour des méthodes violentes. Même manque-ment à la sincérité des discours dans le cas de la Libye où le mandat de l'ONU fut ouvertement violé...

Le DR.- Comment en est-on arrivé là ?

Ph L.- En Libye, dans l'élan du soi-disant printemps arabe, le pouvoir de Kadhafi fut menacé par d'importantes manifestations d'opposants notamment à Benghazi fief de la tribu des Warfala, contestataire historique du régime. Le dictateur Libyen était décidé à casser brutalement la révolte et c'est alors que, suite à un accord de l'ONU, a eu lieu l'intervention militaire destinée, en principe, à protéger cette ville; mais très vite les pays intervenants, dont la Belgique, se sont acharnés

Le Drapeau Rouge.- Ces derniers temps, Paris a été le centre de l'actualité européenne : les attentats du 13 novembre, la COP 21, les résultats électoraux du Front

à abattre Kadhafi violant ainsi le mandat onusien. Nous vivons aujourd'hui, avec la crise des migrants, les conséquences terribles de cette faute.

Le DR.- Pourtant, lors des discussions au Parlement fédéral, le parti Ecolo, comme tous les autres, a soutenu cette intervention militaire...

Ph L.- C'est exact. Au départ, nous n'imaginions pas, que l'intervention allait prendre une telle dimension. Mais nous savons aujourd'hui où peuvent nous conduire des interventions dépourvues de toute préparation, de tout projet politique sérieux. À ce propos, l'Occident n'arrête pas : 1979 et 2001 l'Afghanistan, 2003 l'Irak, 2011 la Lybie et maintenant la Syrie. Je condamne ces pratiques et suis de l'idée que s'il faut intervenir, on doit se limiter à la création d'une zone de protection sans s'engager dans le conflit. Et non pas de la façon chaotique et sans respecter des normes élémentaires du droit comme c'est le cas aujourd'hui...

Le DR.- Vous soutenez alors la politique d'intervention de la Russie dans le dossier Syrien...

Ph L.- ...la Russie est certes intervenue sur demande du gouvernement Syrien. Sur le strict plan juridique, l'Occident n'a pas à donner des leçons. Cela dit, on voit bien que le but de Poutine est de soutenir le dictateur Assad, un allié indispensable au Proche-Orient. En témoigne le fait qu'elle bombarde plus ses opposants et non pas Daech.

Le DR.- Ne croyez-vous pas que le rôle des médias est essentiel, pour gérer les informations de manière à façonner les opinions publiques et les faire adhérer aux guerres ?

Ph L.- Évidemment que oui ! J'observe ce que sont devenus les médias : mon journal de toujours, *Le Monde*, appartenait à ses journalistes et est aujourd'hui la propriété de 3 milliardaires ce qui n'est pas sans conséquence sur la ligne éditoriale du quotidien.

Le DR.- Parlons maintenant d'un autre de vos sujets de prédilection, l'écologie. Quel bilan tirez-vous de la COP21?

Ph L.- Pour commencer, le fait même que nous ayons obtenu un accord incluant

l'ensemble des pays de la planète est un succès en soi. Toutefois, les engagements pris ne sont pas en mesure de réaliser l'objectif affiché : maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C et le plus près de 1,5°. Ces engagements nous rapprochent plutôt de 3°C et, en plus, ils ne sont pas contraignants. Quant aux objectifs de solidarité économique envers les pays du tiers-monde, ils sont bien en deçà de ce qui est nécessaire et justifiés par le fait que l'essentiel du CO₂ présent dans l'atmosphère y a été mis par les pays développés. Ceci dit, un processus a été enclenché qui pourrait nous permettre d'augmenter au fil des ans son niveau d'ambition et, espérons-le, relever le défi.

Mais restons réalistes, les conditions n'existent pas pour que le problème soit traité à la racine. Et ces racines se trouvent dans le fondement d'un système basé sur l'exploitation de l'homme et de la nature avec comme seul objectif la maximisation des profits au bénéfice d'une très petite minorité. La vraie origine du problème climatique se trouve là. Et ce n'est pas un gauchiste qui le dit, mais le locataire du Vatican. Je ne peux que vous conseiller, à vous et à vos lecteurs, de lire l'encyclique *Laudato si* du Pape François ; c'est un texte révolutionnaire où il n'appelle pas à corriger les excès du système mais bien à en changer.

Le DR.- ...dois-je comprendre que vous êtes favorable à sortir du système capitaliste ?

Ph L.- ...si le capitalisme se définit comme l'exploitation de la planète et des humains avec la maximisation du profit pour quelques-uns, alors bien sûr que oui, absolument !

Le DR.- Y a-t-il une autre manière de définir le système capitaliste?

Ph L.- ...en tout cas, c'est comme ça que je le définis et c'est pourquoi je crois que nous devons sortir du système dominant et en revenir à la finalité de l'Article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies. Il nous rappelle que les êtres humains sont nés libres, égaux en droits et en dignité. L'activité économique, le profit, ne peuvent être des finalités mais des outils subordonnés à la dignité de tout être humain. Dans le triptyque traditionnel du « développement durable », on présente la société,

l'environnement et l'économie comme trois sphères entre lesquelles il convient de trouver un équilibre. Comme s'il était naturel d'arbitrer entre le bien de la nature, celui des humains et celui de l'économie. À cette présentation des choses, j'oppose celle de « durabilité forte », qui présente la société comme insérée dans la nature, qui nous impose ses limites biophysiques ; quant à l'économie, elle est un moyen, subordonné, par lequel la société tente d'améliorer ses conditions d'existence. La qualité de la vie humaine sur la planète ressort donc plus de l'optimisation sous contraintes que de la maximisation. Certes, dans la pensée occidentale, la notion même de contrainte est rejetée comme devant être dépassée; mais ce n'est qu'en reconnaissant les limites à ce que l'on peut imposer à d'autres humains, au vivant et à la planète que nous pourrions assurer la pérennité de la race humaine sur terre.. Si nous laissons l'économie – c.à.d. les profits – croître sans cesse, cela ne sera qu'au bénéfice des seuls 1%. Lorsque certains me disent, « mais tu tiens un langage de lutte de classes », je leur réponds, peut-être, mais qui a commencé cette lutte ? Qui exploite qui ? Comme nous le rappellent les évêques néo-zélandais, cités par le Pape François, « quelle est l'actualité du commandement 'tu ne tueras pas' lorsque vingt pour cent de la population mondiale consomment les ressources de telle manière qu'ils volent aux nations pauvres, et aux futures générations, ce dont elles ont besoin pour survivre...? »

Le DR.- Vous vous définissez comme Écolo, partisan de la construction européenne mais avant tout, démocrate. Vous dites même que vous n'avez pas de problème à « laisser tomber » l'Europe si elle a des comportements non démocratiques, or c'est presque toujours le cas...?

Ph L.- Si nos démocraties veulent retrouver leur souveraineté, c.à.d. la faculté de choisir de manière autonome leur avenir, elles ne pourront le faire seules dans le monde globalisé qui est le nôtre. Les citoyens de l'Union Européenne sont 7% de la population du monde, les Allemands 1%. Une Belgique seule, face aux enjeux qui nous guettent, c'est une plaisanterie. C'est pourquoi les Européens doivent s'unir s'ils veulent reprendre barre sur leur avenir. Si vous n'avez pas le bon rapport de forces, vous ne pouvez

rien face aux grandes firmes. Soit-dit en passant, lorsque celles-ci dépensent des fortunes pour déployer des milliers de lobbyistes pour nous assiéger, ils ne font que rendre hommage à nos capacités et à notre puissance.

Le DR.- Mais, justement, c'est peut-être grâce à eux que l'UE est devenue le bras de levier des multinationales.

Ph L.- Ça c'est justement une question de rapport de forces et de majorités politiques au sein des institutions européennes. Aujourd'hui il ne nous est pas favorable.

Le DR.- ...ne croyez-vous pas que, dès sa naissance, la construction européenne avait la vocation qui se concrétise maintenant?

Ph L.- Au commencement l'objectif était essentiellement le commerce, sa diffusion sans frontières, avec un volet social et des composants que l'on peut estimer comme redistributifs. Dictés aussi, ne soyons pas dupes, par la crainte de voir l'Europe basculer dans le giron de l'URSS, encore auréolée de son rôle dans l'écrasement du nazisme. Notons en effet qu'au sortir de la 2^e Guerre Mondiale, les partis communistes étaient solidement enracinés dans beaucoup de nos pays ; en Italie le PC fut proche d'arriver au pouvoir. Il fallait donc que les fruits de la croissance soient plus ou moins redistribués pour contrer leur influence.

Le DR.- ...alors vous regrettez la disparition de l'Union Soviétique?

Ph L.- ah non, pas du tout ! Je ne pourrai regretter une dictature comme la soviétique !

Le DR.- ...y compris sur le plan social?

Ph L.- Non, je ne la regrette pas, même si je constate que c'était pour la remplacer par le règne d'une oligarchie. N'oublions pas non plus que le basculement de l'économie du marché vers le néolibéralisme a eu lieu avec Reagan et Thatcher bien avant la chute de l'URSS. Et ce qui est alarmant, c'est que cette révolution néolibérale a emporté toutes les familles politiques traditionnelles : bien sûr les libéraux, qui en revendiquent la paternité, mais aussi les chrétiens-démocrates et la famille socialiste et démocrate.

Le DR.- ...certains courants écologistes aussi peut-être ? par exemple celui incarné par Cohn-Bendit ?

Ph L.- ...il y a des gens qui sont pour l'Europe quoi qu'elle fasse; ce n'est pas mon cas. Mon ambition est de construire une majorité politique qui puisse réorienter le processus européen. Et là, une question se pose : comment se fait-il que le système exploite brutalement et l'homme et la nature au profit de 1% de privilégiés et que la majorité de nos citoyens reste insensible à nos arguments pour la changer ?

Le DR.- C'est le rôle des médias de façonner le consentement des victimes, non ?

Ph L.- ...alors oui, ça c'est clair ! Beaucoup de médias véhiculent l'idéologie du système et confortent ainsi ses objectifs. Cela dit, voyons ce qui s'est passé en France : un Français sur deux n'a pas été voter, et un petit tiers de ceux qui y ont été l'ont fait pour le Front National. Ceci me semble témoigner d'une perte de confiance à la fois dans les familles politiques traditionnelles mais aussi d'une remise en cause de la démocratie : une partie croissante de nos concitoyens ont l'impression que « cette démocratie est contre moi »... Mais je me garde d'opposer soutien à la démocratie et à la construction européenne ! Il n'y a pas d'un côté des États-nations qui seraient par nature démocratiques et justes, et une Union Européenne anti-démocratique et à la solde des multinationales. Les reculs démocratiques, la soumission du politique aux intérêts de quelques-uns, on les observe tant au niveau national qu'au niveau européen. Sans oublier que les États utilisent souvent « l'Europe » comme paravent pour faire porter sur elle la responsabilité de décisions impopulaires car antisociales ou anti-démocratiques, décisions qu'ils soutiennent pourtant sans réserve. Le problème central me semble donc moins la question de l'intégration européenne que celle de la capacité des forces politiques progressistes de conquérir des majorités afin de changer des politiques tant au niveau national qu'au niveau européen.

L'Europe est capable du pire comme du meilleur, selon les majorités politiques en place. Et lorsqu'elles blessent l'intérêt général, elles se font parfois rappeler à l'ordre comme on vient de le voir avec le dossier des perturbateurs endocriniens

(agents chimiques toxiques). Sous l'influence des lobbys, la Commission qui se préparait à interdire 31 de ces substances avait renvoyé le dossier à des études complémentaires, parfaitement inutiles. Ce retard vient d'être durement condamné par la Cour de Justice de l'UE qui affronte ainsi et la Commission et ces lobbys. C'est ça aussi la Construction européenne même si, dans le domaine social, la même Cour a pris des décisions fort contestables, marquées par l'idéologie néolibérale.

Le DR.- Manière peut-être de faire bonne figure dans le domaine de la santé, l'écologie...; mais dans l'économie, là où tout se décide, rien ne bouge, au contraire. N'y-a-t-il pas une grosse contradiction lorsqu'on combat les politiques d'austérité et que l'on soutient, en même temps, l'euro, instrument essentiel de ces politiques ?

Ph L.- Le problème est politique. Les forces conservatrices ont dévoyé la construction européenne. Seule une nouvelle majorité progressiste pourrait lui redonner son contenu social. Quant à l'euro, je ne suis pas un taliban de la monnaie unique ; elle peut être commune et accompagnée, éventuellement, d'autres monnaies comme le suggère Bernard Lietaer. Et si je suis pour une Europe fédérale, ce n'est pas pour faire disparaître les États-nations ; sur ce plan je ne partage pas la position de Daniel Cohn-Bendit par exemple. Je suis partisan d'une démocratie multi-niveaux : le local, le régional, le national, le continental et espérons un jour, le mondial. Le problème de l'euro c'est qu'on a fabriqué une monnaie sans souverain ; on a fait une union monétaire sans faire d'union fiscale, sociale et donc politique. Il faut sortir de cette incohérence ; certains proposent d'abolir l'euro et de revenir à des monnaies nationales. Je pense au contraire qu'il faut construire les éléments manquants et non pas détruire ce qui existe. L'intégration politique du continent est indispensable si l'Europe veut retrouver sa souveraineté ; la monnaie unique est un élément de cette intégration. Face aux oligarchies qui profitent de leur position dominante pour l'extraction de la rente et de ses abus, ce n'est qu'en partageant leur souveraineté que les Européens la retrouveront. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

COP21 : Le cycle de la vie.

Gilles Smedts*

La réunion de la 21^e 'Conference of the Parties' (COP21) à Paris, s'est terminée il y a peu. L'accord parle de limiter l'augmentation de la température à 2°C, si possible 1,5°C. Il est question ici de la température moyenne à la surface de la terre, tous hémisphères confondus. Actuellement, elle est approximativement de 15°C. À titre de comparaison, la différence de cette température entre la dernière ère glaciaire et l'ère tempérée actuelle est de 5°C et la transition s'est déroulée alors sur une période d'environ 10000 ans. Durant cette ère glaciaire (de -110 000 ans et -20 000 ans avant notre ère), le niveau de la mer était 120m plus bas, le gel était fréquent jusqu'au sud de l'Europe, le Nord de la Belgique, la Hollande, une partie de l'Allemagne et la Pologne subissaient un gel permanent. L'augmentation de 2°C proposée entre 1880 et 2100 représente un réchauffement équivalent à la moitié du passage d'une ère glaciaire à une ère tempérée, mais réalisé 20 fois plus vite !

Si les accords de Paris n'étaient pas suivis de mesures concrètes, l'augmentation sera d'environ 5°C en 2100, soit l'équivalent du changement d'une ère glaciaire à tempérée, mais 50 fois plus rapidement. L'enjeu est donc un changement violent des conditions de vie sur terre. Pour être clair, la planète n'est pas en danger. Elle s'en remettra d'ici quelques milliers d'années comme elle l'a déjà fait. C'est la forme de vie actuelle, et donc l'humanité, qui est en danger. En plus des désastres sur le cycle de la vie, le réchauffement aura malheureusement aussi des conséquences sur la paix et risque de générer des conflits importants. Voici quelques exemples de conflits prévisibles :

Les conflits pour l'eau : L'eau potable va manquer. Le contrôle des sources de l'or bleu, pourra générer de nombreux conflits locaux et internationaux. **Les conflits pour l'alimentation :** Des zones agricoles asséchées et d'autres inondées vont devenir incultivables. On estime à 200 millions le nombre d'agriculteurs

bangladeshis qui quitteront leurs terres inondées. Déjà aujourd'hui, environ un milliard d'êtres humains souffrent de la faim ou de la malnutrition. **Les conflits liés à l'immigration :** Les gens privés d'ali-



mentation, d'eau, vont fuir leurs terres brûlées ou inondées. Des honteux rideaux de fer se construisent déjà pour endiguer des immigrations dues à des conflits « nationaux ». Imaginez des centaines de millions de personnes n'ayant plus rien à perdre pour survivre. **Les conflits géopolitiques : l'Arctique et l'Antarctique :** La fonte des glaces des deux pôles rendra possible et rentable l'exploitation des minerais et hydrocarbures de ces régions. Les grandes puissances (USA, Russie, Chine, etc.) et pays voisins (Canada, Norvège, Islande,...) vont s'en disputer la propriété. La Russie a revendiqué le 4 août 2015 auprès de l'ONU la propriété sur 1.200.000 km² de l'Arctique. Le Président Obama a autorisé Shell à réaliser des forages en zone Arctique le 18 août 2015. La bagarre a déjà commencé !

Et les accords de Paris? Réussite ou échec ?

C'est un échec. Il s'agit de quelques lignes directrices mises souvent au conditionnel, laissant la porte ouverte à beaucoup d'interprétations et de désistements. Aucune décision concrète, tout est superficiel, tout doit encore être avalisé (ou non) par

les parlements nationaux, et la signature de l'accord ne se fera qu'en avril 2016. Aucun mécanisme de contrôle, aucune sanction, aucune indemnisation des populations et territoires victimes du réchauffement ne sont prévus. L'accord ne parle pas non plus de l'urgence de sortir de l'utilisation des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole). Il parle de réduction des émissions de CO₂, ce qui peut être réalisé, non pas en produisant moins de CO₂, mais par captage et stockage du CO₂ dans des « puits de carbone ».

Les accords de Paris aurait dû permettre de retrouver un équilibre entre les émissions et les absorptions naturelles, avec comme corollaire de laisser les énergies fossiles sous terre et de passer à 100% d'énergie renouvelables. Imaginez ce que

serait le monde sans les énergies fossiles : le réchauffement climatique endigué rapidement ; la santé et la qualité de vie meilleures ; les conflits dans le monde liés à ces énergies fossiles n'auraient plus de raison d'être ; le terrorisme international serait privé d'une source de financement... le pied !

Mais revenons les pieds sur « terre ». Les mots « énergies fossiles » ont soigneusement été évités dans le texte de l'accord. Le choix est manifeste de préserver les dividendes de ce huileux commerce, et de créer des opportunités de business avec les technologies de puits de carbone et des quotas de droits de polluer. Si en plus, cela génère des conflits, le commerce des armes s'en trouvera très florissant. Il y avait le choix entre le courage de sortir d'un système économique conduisant droit dans le mur, soit de s'enfoncer dans la logique du profit et de la gestion des déchets. Paris a manifestement choisi la deuxième option. Mais pouvait-il en être autrement dans un contexte de concurrence, de méfiance, de conflits d'intérêts et de guerres ? Pouvait-il en être autrement avec des dirigeants qui

suite page 17

* Ingénieur civil; membre du Parti Humaniste

Des syndicats qui se taisent quand résonne le bruit des bottes et que monte la peste brune

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Se laisser porter par l'actualité immédiate occulte les mouvements lents, souvent plus déterminants. Pourtant en ce début d'hiver il est impossible de faire fi du faisceau événementiel tant il tient en suspens la question sociale. Que pèse encore la deuxième vague du mouvement de protestation relancée à l'occasion du premier anniversaire du gouvernement Michel (manifestation de 100 000 personnes le 7 octobre, actions contre le Traité Transatlantique du 15 au 17 octobre, grèves du 23 novembre), dans le climat d'état d'urgence savamment émulsionné ?

On ne parlait, avant le 13 novembre, que de la « crise des migrants » ; on usait de plus en plus allègrement de l'odieux vocable d'« invasion ». Le drame de Paris et les grandes proclamations humanistes qui s'en sont suivies n'ont pas retenu les dirigeants européens de trouver un monstrueux « règlement » de la question par un accord incroyable d'hypocrisie et de lâcheté avec la Turquie. Puisqu'on ne peut pas légalement refuser l'asile à des exilés provenant de pays manifestement en guerre (et ce d'autant qu'on y envoie nos propres bombardiers), il suffit d'empêcher qu'ils arrivent jusqu'à nous, par exemple en soudoyant des pays tiers pour les retenir en chemin. Une Turquie jugée simultanément assez

respectueuse des droits humains pour abriter ces réfugiés, mais pas assez cependant pour être digne de prétendre entrer dans l'UE.

Tueries sauvages du 13 novembre à Paris, et l'impressionnante chape déployée ensuite sous couvert d'une menace, plus ou moins imminente. Émoi très légitime. Et qui nous impose de se demander comment cela a-t-il été possible et comment évitera-t-on demain de nouvelles tueries.

Les autorités et leurs auxiliaires médiatiques ont saturé la scène de menace djihadiste, de fondamentalisme islamiste. Occultant du même coup d'autres questions, peut-être plus pertinentes. Car qu'un adversaire qu'on bombarde, islamiste ou non, puisse, un jour, chercher à répliquer, ne devrait être une surprise pour aucun général, même pour le burlesque « chef de guerre » Hollande. Par ailleurs, des tueries il y en a d'autres, tout aussi abjectes, qui n'ont pas de parfum islamiste. Il se produit une tuerie sauvage par jour, en moyenne, aux États-Unis. Au-delà de la problématique de la forte disponibilité des armes à feu propre à ce pays, se pose comme chez nous la question « pourquoi des jeunes se réveillent-ils, un matin, avec la ferme intention de tuer indistinctement et de mourir ensuite ? ». La vraie question ici n'est pas tant « pourquoi des repréailles de Daech », mais plutôt « comment des seigneurs de guerre lointains arrivent-ils à recruter certains de nos jeunes pour leurs basses besognes, le suicide en prime ».

Naufrage social et jihadisme

Verviers, Vilvoorde, Auvélais. On croirait entendre réciter la liste des hauts lieux de l'histoire sociale du pays. Et pourtant aujourd'hui repaires improbables de la « cinquième colonne » djihadiste ; cela peut-il être une coïncidence ? Molenbeek et ses plus de 45% de chômage

chez les jeunes (chiffres 2012 de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse - IBSA) ; se pourrait-il vraiment qu'il n'y ait aucun lien avec la folie meurtrière qui prend soudain certains de ses jeunes habitants ?

C'était bien avant les attentats de Paris pourtant, quand une affiliée hautement diplômée (pharmacienne) m'expliquait comment elle a perdu son emploi. Portant depuis toujours – et assez élégamment du reste – un foulard, cela n'avait jamais gêné sa patronne. Mais lorsque la pharmacie a déménagé de quelques rues, pour s'établir dans un quartier moins métissé, et que là les clients ont fait la grimace, la patronne lui a dit « c'est l'emploi ou le foulard ». Depuis quelques semaines, je sens le monde du travail traversé par une nouvelle vague de rejet de la diversité culturelle : nouvelles tentatives d'interdire le port du voile via les règlements de travail ; clients qui subitement demandent à ce que l'on retire de chez eux certains consultants au patronyme maghrébin, etc. Accélééré par les événements tragiques, le cercle vicieux tourne et broie de plus belle : chômage, discrimination, repli identitaire, exclusion, haine.

Et ce gouvernement de renchérir en consacrant à la répression les moyens volés à l'intégration et à la sécurité sociale, accentuant le cercle vicieux dans sa course folle. Les plus réactionnaires se félicitant secrètement sans doute que les faits puissent aussi bien confirmer leur prédication auto-réalisatrice alimentant la peur de l'autre, le repli identitaire et le racisme « ordinaire ».

Puis vint la Conférence COP 21, à Paris toujours, sur le climat, et son accord final. Une grand-messe aux allures de téléthon, sponsorisée par les plus grandes multinationales, à la mission impossible de laver plus vert le soldat capitalisme. Néanmoins un événement mar-

quant ; un accord dit universel ; une prise de conscience et un engagement de principe prétendu unanime. C'est déjà ça, tant les égoïsmes nationaux n'avaient jusqu'ici pas de scrupule à s'afficher. Mais un doute fondamental subsiste. Peut-on vraiment imaginer une réelle amélioration dès lors que depuis 1990, année de référence pour les accord climatiques, les émissions de CO₂ ont augmenté de plus de 60% ; que les quelques progrès vers moins d'émission dans quelques rares régions du monde dont la « vertueuse » Europe, ne sont dus en fait qu'aux crises économiques à répétition dont celle majeure de 2008, et surtout à la tendance de fond au transfert des activités polluantes vers les pays émergents (industrie) et les zones extraterritoriales (transports par air et par mer) ; que l'on sait qu'il n'y aura pas de solution climatique sans un changement en profondeur du système, une diminution radicale de la consommation, une relocalisation de l'économie, et que sur ces points l'accord de Paris ne donne aucune perspective.

D'éventuelles mesures concrètes en application de l'accord de Paris, encore à définir et arbitrer, n'auront d'effets qu'au plus tôt dans 20 ou 30 ans. Et continuent entretemps les restructurations d'entreprise qui toujours visent à plus de délocalisation de la production et du travail, soit un mouvement qui ne peut qu'aller dans le sens d'une globalisation capitaliste responsable du réchauffement climatique.

Un système économique fondé sur les inégalités sociales génère un dérèglement climatique qui renforcera encore ces inégalités sociales. Car seuls les plus nantis pourront se payer le coût de l'adaptation au réchauffement, quand les plus faibles perdront leurs déjà maigres moyens de subsistance. Et les multinationales qui salivent déjà sur les plantureux marchés publics pour pallier aux conséquences du réchauffement. Pile je pollue et je gagne ; face réchauffement, tu perds et je gagne encore une fois.

Des menaces bien concrètes et un syndicalisme absent

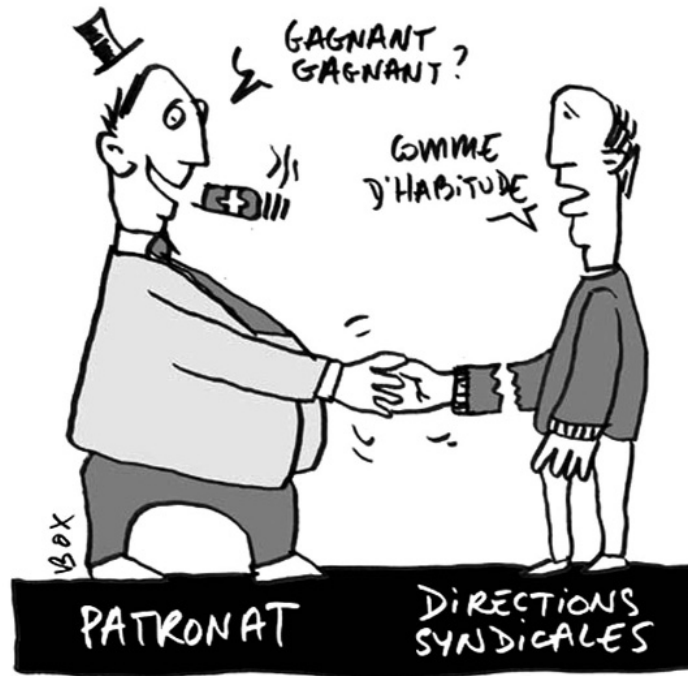
Couronnement d'un automne pourri lorsque ce 6 décembre le Front National est le parti réunissant le plus grand nombre de votes lors du premier tour des élections régionales en France. Les pour-

calistes qui n'avaient pas jugé bon de suspendre leur grève le 23 novembre. En témoigne ces élus MR qui, profitant du marasme et du climat de peur, déposent un projet de loi visant à pénaliser les piquets de grève. Un projet ridicule par ailleurs puisque prétendant interdire toute entrave « illégitime », il ne fait que faire référence au système de loi déjà en vigueur. Au vu de l'inanité de la proposition, on mesure sa vocation uniquement provocatrice et propagandiste.

Ne tombons pas dans le piège de l'« union sacrée ». Le dégoût pour les tueries de Paris ne doit pas diviser les peuples pour le profit des puissants. Le fondamentalisme religieux ne dérange pas beaucoup nos élites lorsqu'il s'agit de conforter leurs intérêts en Arabie Saoudite. « Gott mit uns » disaient-ils aux travailleurs allemands priés de pourfendre leurs camarades belges et français. Ce n'est pas parce que quelques-uns, tirant les mauvaises conclusions d'un système qui les

opprime, se sont laissés embrigader par les sirènes d'une prétendue guerre de religions qu'on devrait tous tomber dans le même panneau.

Les inégalités sociales sont au croisement de toutes les crises. Une grille d'analyse sociale et la lutte contre ces inégalités sont plus que jamais primordiales pour déjouer les vieux réflexes, identitaires et sécuritaires. Les organisations syndicales se font discrètes depuis quelques semaines. Des actions planifiées ont été annulées. Des manifestations refusées par les autorités, sans protestation à la hauteur de ce véritable déni de démocratie. Les attaques contre les quelques-uns qui prétendent encore résister (par exemple le plan de grève annoncé à la SNCB) ne sont pas résolument contrecarrées par les organisations interprofessionnelles. C'est une énorme erreur. Le combat social n'est pas éclipsé par d'autres priorités. Ces priorités ne trouveront justement de vraies réponses qu'à travers plus de justice sociale. À défaut ce sera l'autre réponse qui prendra le devant de la scène : le bruit des bottes et la peste brune. ■



centages de votes se sont maintenus au second tour, même s'il n'a pas pu émerger comme premier parti dans aucune des régions par l'appel des autres formations au « réflexe républicain ». Même s'il ne dirigera aucune région, cela donne néanmoins au parti d'extrême droite un nombre toujours plus grand d'élus dans les conseils régionaux. Que pouvait-il advenir d'autre ? Lorsque, pour détourner l'attention d'une injustice sociale encore amplifiée par des politiques en faveur des nantis, nos dirigeants instrumentalisent à tour de bras les thèmes de l'invasion par les migrants, de la menace terroriste, de la guerre entre civilisations, prétendent suspendre les libertés démocratiques et les droits de l'homme en faveur d'un état d'exception, ils versent eux-mêmes dans les thèmes et les solutions simplistes d'extrême droite.

Oui, la question sociale, plus actuelle et présente que jamais à travers chacune des crises des derniers mois, est pourtant sommée de s'effacer. En témoigne cette éditorialiste du *Soir* pleine d'un dédain qui cache mal sa haine envers des syndi-

Services publics : vers leur liquidation totale ?

Freddy Visconti

Depuis des dizaines d'années, une privatisation insidieuse des services publics s'est développée sous la contrainte européenne et au cours de toutes les législatures, et ce, sous la houlette du MR et du PS (et de leur pendants flamands) qui avec une belle constance signaient tous les traités vidant l'État de sa souveraineté. Avec le gouvernement Kamikaze, un mouvement d'accélération a été lancé. Le MR vient de faire sauter un pion PS (Laurence Bovy) à la tête de la SFPI (l'organe qui gère les participations de l'État) pour le remplacer par un MR (Laurence Glautier, chef du cabinet de Chastel). Signal que nous risquons d'assister à l'hallali final : la liquidation de ce qui reste des services publics.

Le privé, c'est mieux que le public
« On rappellera d'abord les principaux arguments des apôtres de la privatisation. Certains sont parfaitement recevables, mais appelleraient plutôt une réforme des services publics que leur privatisation », estime Tony Andreani¹ : ainsi, lorsqu'on dénonce les « rigidités administratives », les faiblesses du contrôle étatique, aboutissant à des gestions incompétentes ou délictueuses. « Mais le fond de l'argumentation des privatiseurs repose sur la supériorité présumée des critères de marché : concurrence, vérité des prix, marché du travail. Ils mettent en avant les obstacles que la propriété publique opposerait à la mobilité du capital, et par suite à la constitution de multinationales, devenues nécessaires à

l'époque de la mondialisation, à la fois pour réaliser des économies d'échelle et pour faire face à la concurrence internationale. Or, après une décennie de privatisations, le bilan est généralement accablant, qu'il s'agisse de l'eau, des chemins de fer, du téléphone ou de tant d'autres secteurs. »

La Belgique va perdre ses bastions centenaires

La CGER, la SNCI, la Sabena, Electrabel, etc., c'est déjà fait. Restent, Belgacom-Proximus, La Poste, BNP-Paribas, Belfius, Ethias, la Loterie Nationale, une partie de la Sécurité Sociale (hôpitaux, homes, etc.), un tas de petites structures régionales, provinciales et même communales. La Belgique va perdre aussi les centaines de milliards d'investissements injectés par le citoyen depuis 1830. Tout ça pour une croûte de pain. Elle va perdre en même temps des sources de rentrées budgétaires et le contrôle sur des services essentiels pour la population (voir Electrabel). Enfin, elle va perdre les liens qui relient entre elles les quatre régions du pays, facilitant ainsi le projet NVA (avec ses complices dans les régions).

L'Europe supervise les 'soldes' nationales

Si on prend le cas de la SNCB, le privé mettra la main sur 180 ans de construction et d'investissements (la Belgique a été, en 1834, le premier pays européen à se doter d'un réseau de chemin de fer). Il mettra aussi la main sur un des réseaux de chemins de fer le plus denses du monde -3600 km de voies- performant grâce à un personnel nombreux, compétent et motivé et ce, malgré, l'incurie du monde politique. Prédation sans aucune résistance ou presque, à part la syndicale. Ce mouvement nuisible au service public national a été initié par le Traité de Maastricht adopté en 1992, qui exige des réformes structurelles. L'ensemble du monde politique a obéi, le doigt sur la couture du pantalon. Si on veut réellement sauver les services publics, on ne fera pas l'économie de la dénonciation du traité de Maastricht et des suivants, ni du débat sur l'obéissance aux diktats de l'UE.

Pour en arriver là, il aura fallu une stratégie sur plusieurs années

Entre 1834 et 1926, les chemins de fer de l'État belge constituaient une administration du royaume de Belgique. Entre 1926 et 2005, la SNCB était une société anonyme de droit public, contrôlée intégralement par l'État Belge. En 2005, la structure de la SNCB avait déjà été profondément revue afin de satisfaire aux exigences de la Commission européenne en matière de libéralisation du rail en Europe. En 2015, fut créé le holding: SNCB-Holding intégrant la SNCB : exploitant ferroviaire (transport de voyageurs et de marchandises- machines et wagons), et Infrabel : gestionnaire de l'infrastructure (rails, voies, ouvrages d'art, signalisation etc.). Au départ il a été constitué un Fonds de l'infrastructure Ferroviaire pour isoler la dette historique de l'entreprise, avec un ensemble de biens immobiliers (essentiellement des voies et des terrains à réaffecter) pour couvrir cette dette. Ce Fonds fut dissous en 2008 par réabsorption de la dette historique par l'État et transfert de l'infrastructure vers Infrabel.

En résumé, l'État a nettoyé les comptes de la SNCB en vue de livrer une entreprise « propre » aux futurs repreneurs. Pour ce faire, il a rendu la société quasi ingérable et sous-financée. Il a fermé, en laissant à l'abandon, des dizaines de gares. Il a sous-traité des segments de plus en plus importants de la société avec comme résultat une mauvaise gestion, des retards et de l'insécurité pour les usagers. Le tout couronné par la collaboration des medias chargés de "vendre" l'opération.

Les blablas aux orties, seuls les faits comptent

Hélas, les usagers, manipulés par la pub, pensent qu'en privatisant, cela ira mieux. Il faudrait peut-être leur offrir un voyage en Angleterre pour constater de visu comme ça marche avec le privé ? En fait, c'est le chaos. Les retards n'ont

¹ Tony Andréani, « La privatisation des services publics est une privatisation de la démocratie », Actuel Marx 2003/2 (n° 34),

jamais été aussi importants ni aussi nombreux, le prix des billets n'a jamais été aussi élevé et le confort est tombé en dessous de tout. Aujourd'hui, la majorité des Britanniques demandent la renationalisation des chemins de fer parce que les pouvoirs publics s'en tiraient visiblement mieux que le privé.

Mittal, le modèle universel de la gestion privée

C'est quoi, le privé ? Ce sont des individus (ce qu'on appelle pompeusement et hypocritement « le Marché ») qui contrôlent des énormes masses d'argent et qui cherchent les créneaux les plus rentables. Pour deviner l'avenir des services publics, il suffit de placer le masque de la gestion façon Arcelor-Mittal sur la SNCB. Ce sera, en gros, pareil dans tous les services publics. Que se passera-t-il ? La nouvelle société privée des chemins de fer – ex-SNCB – devra rémunérer les actionnaires en priorité. Pour arriver à cela, le management devra appliquer le principe des CCC (Cash, Costs, Clients) dans l'ordre. Cela signifie imposer un « tri de carnet », c'est-à-dire qu'on ne fait fonctionner que les

lignes qui rapportent le plus : une optimisation des ressources, c'est-à-dire concentrer le transport sur moins de lignes, moins de trains ; une gare dans les grandes villes et pour le reste basta, ce sera le bus ; une réduction des coûts tout azimut (des gains de gestion, donc moins d'entretien et plus de pannes et d'accidents) ; un pillage des stocks, des fonds de réserve, des économies sur tous les postes (on n'investit plus que sur le minimum viable) ; une suppression ou réduction drastique des « avantages sociaux » du personnel (y compris les caisses de maladie, de pension, etc.) ; une simplification de l'organigramme, c'est-à-dire reporter les tâches sur de moins en moins de gens. Bonjour les TMS (troubles musculo-squelettiques) et les burn-out ! Cela signifie sous-traiter tout ce qui n'est pas du « core business », tout ce qui ne relève pas du transport proprement dit ; déplacer les

grands services informatiques en Inde, les call-center au Maroc, la comptabilité en Pologne, etc. ; intensifier l'usage des sociétés d'intérim jusqu'à 30% du personnel pour absorber les variations de demande et de conjoncture. Évidemment, la nouvelle SNCB, c'est comme les grandes banques « too big to fail » – « trop grand pour faire faillite » : c'est

La Belgique étant petite, il est peu probable que le fret soit éclaté en des dizaines de sociétés comme aux USA. C'est la Grande-Bretagne qui a mené sa privatisation le plus vite et le plus loin¹. L'infrastructure y a été cédée en concession à Railtrack (le privé). Afin de gérer et entretenir l'infrastructure du réseau, Railtrack a reçu plus de subsides publics que n'en avait jamais reçu British Rail (le public). Cela s'est avéré une catastrophe, et des accidents, souvent mortels, se sont multipliés. Railtrack a fait beaucoup de bénéfices mais n'a pas assuré l'entretien du réseau comme il le fallait. En résumé, les dividendes des actionnaires sont passés avant la sécurité des passagers.

Protéger les services publics, c'est lutter contre la pauvreté

Nous sommes à un tournant ; la vague ultralibérale nous mets face à nos responsabilités. Avec la signature du « pacte budgétaire », le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), tous les services publics, jusqu'au plus bas niveau, risquent d'être privatisés... jusqu'au niveau commu-

nal. Les armes pour arriver à ce résultat sont la contrainte budgétaire avec sanctions et la signature de la 6^e réforme de l'État qui, en plus d'avoir donné raison à Bart De Wever, a permis de « constitutionaliser » le TSCG et va pousser les communes à sous-traiter (privatiser) des services pour desserrer le carcan. Si nous ne voulons pas voir disparaître nos services publics nous devons faire tomber ce gouvernement qui ira jusqu'au bout de la logique libérale ; puis exiger du futur gouvernement qu'il prenne des mesures pour sauvegarder et améliorer les services publics. L'heure est à la mobilisation et certainement plus aux « promenades » syndicales. Il y va de notre avenir et de celui de nos enfants. ■

LE PATRON DES TEC S'ENÈRVE !



l'État qui devra venir en aide avec de généreux subsides. Ensuite, les experts financiers s'arrangeront pour que la société ne paie pas un rond d'impôts. Le Groupe sera inclus dans un grand marché européen concurrentiel, si pas dans le Grand Marché Transatlantique (TTIP-TAFTA). Donc, il y aura inévitablement concentration, offre publique d'achat ou fusion. La SNCF ou la Deutsche Bahn prendront le contrôle de la compagnie. La Belgique ne sera plus qu'une zone de transit.

Les promesses du privé à usage des naïfs

Puisque c'est le transport de fret qui est rentable, la nouvelle compagnie abandonnera progressivement le transport passager, obligeant l'État à créer une société de transport réservée aux passagers, comme cela s'est fait aux USA avec l'AMTRAK ou au Canada avec VIA RAIL.

1. Nous ne pouvons que vous conseiller de regarder les films de Ken Loach à propos des dégâts du libéralisme au Royaume-Uni

La passion du

Le commentaire de Claude Renard

Livre indispensable à trois niveaux, estime Claude Renard qui fut numéro 2 du Parti communiste de Belgique, aux côtés de Louis Van Geyt. Pour comprendre l'apport novateur du PCB en Belgique. Pour cerner, ensuite, les raisons de son déclin. Enfin, pour redessiner un renouveau, à la lumière d'une pensée marxiste retrouvée.

Voici un livre qu'il est indispensable de lire si l'on veut se documenter sérieusement sur l'histoire récente du Parti communiste de Belgique, c'est-à-dire du début des années 70 à son déclin qui s'amorce en 1985 et coïncide grosso modo avec le passage du XX^e siècle au XXI^e.

Cette approche historique prenant ici la forme d'un entretien entre Louis Van Geyt et Jean Lemaître et celui-ci mettant l'accent sur l'itinéraire politique de son interlocuteur, on comprend que la personnalité de l'ex-président du PCB soit mise en avant d'un bout à l'autre de l'ouvrage. Cela permet au lecteur de se rendre compte du rôle qu'un dirigeant communiste pouvait jouer alors, y compris dans les relations internationales d'un pays comme la Belgique, en contact avec des leaders politiques tels que Van Miert, Van Elslande, Martens, Harmel et, côté syndical, Georges Debunne. Sans doute ne fut-il pas le seul, dans la succession des présidents du PCB, à agir utilement de la sorte, mais il est évident qu'il fut le seul à qui les circonstances ont permis de pouvoir en faire état de cette manière, ses deux prédécesseurs, Bunnelle et Drumaux, nous ayant quittés malheureusement prématurément.

C'est ce qui a valu à Louis Van Geyt d'être présenté par Jean Lemaître comme un homme qui a « la passion du trait d'union », étant entendu que cette passion s'est manifestée avant tout en faveur de l'arrêt de la course aux armements, pour la détente internationale et

non moins résolument pour la démocratie. Pareille orientation s'était d'ailleurs dessinée clairement bien avant que Louis n'accédât à la présidence du parti. En témoignent ses efforts souvent fructueux, au côté de René Beelen, pour que l'action politique de la gauche et l'action syndicale se conjuguent au profit des travailleurs et donnent tout son sens au concept de socialisme, dans le respect de l'indépendance syndicale.

Bien entendu, on relève parfois l'une ou l'autre erreur dans ses dires. Précisons tout de suite que c'est inévitable quand la parole se substitue à l'écrit qui, généralement, se prête mieux à des vérifications et à d'éventuelles corrections.

La recherche des « compromis atteignables »

Une attention particulière sera naturellement réservée aux réponses que Louis Van Geyt donne aux questions qui lui ont été posées au sujet du déclin du Parti communiste en Belgique. Ces réponses mettent en relief des lacunes, des erreurs, en particulier des marques d'irréalisme qui sont imputables au PC et à ses dirigeants. Il souligne notamment le fait que, dans les luttes, « *il faut chercher des compromis atteignables et non mettre en avant des exigences qui n'ont aucune chance d'aboutir* ».

Les propos de LVG sur les « compromis atteignables » s'inscrivent parfaitement dans la logique du marxisme, comme le montrent, par exemple, les réactions de Marx à l'expérience de la Commune de Paris (1871). Que reproche-t-il aux communistes ? Ils auraient dû, selon Marx, s'emparer du Ministère des finances

pour être en position de force. Et dans quel but ? Négocier avec les Versaillais...

Voilà une expérience historique qui nous ramène aux luttes évoquées plus haut : celle de 1950, à peine perturbée par un mot d'ordre républicain que le PC lança en pure perte ; celle de 1960-61 qui alla aussi loin qu'elle pouvait aller grâce à un dynamisme auquel le parti contribua beaucoup, tout en tenant compte des possibilités réelles du mouvement.

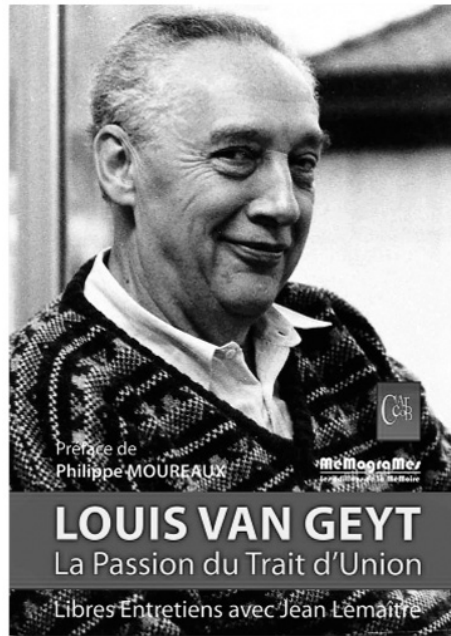
Espérer un renouveau de la pensée marxiste

En ce qui concerne le déclin du communisme, je pense, sans pour autant sous-estimer les fautes commises en Belgique, que ce déclin ne fut chez

nous qu'une de formes que revêtit le déclin du communisme tout court, et que son origine principale réside dans le fait que les marxistes du XX^e siècle (après la mort de Lénine) n'ont pas été à la hauteur de la pensée de Marx, face aux conséquences sociopolitiques de la révolution technologique de la seconde partie dudit siècle.

En beaucoup plus grand, on a vu se reproduire ce qui était arrivé aux révolutionnaires français de 1871, lorsqu'ils firent de la Commune de Paris le chant du cygne (certes instructif) d'une classe ouvrière en voie de disparition, sans comprendre qu'un nouveau prolétariat était en train d'occuper le terrain, ce que Marx et Engels avaient, eux, déjà compris.

On peut donc voir dans le livre que Jean Lemaître a écrit sur la base de ses entretiens avec Louis Van Geyt un indice qui permet d'espérer un renouveau – possible et combien souhaitable ! – de la pensée marxiste. ■



Trait d'Union

L'interview de Jean Lemaître

Le Drapeau Rouge.- Qui a eu l'idée de ce projet de livre? Toi ou Louis Van Geyt ?

Jean Lemaître.- Les deux. J'ai été moi-même membre du PC, jusqu'en 1983. Je n'avais plus rencontré Louis depuis. Je l'ai revu en 2012, lorsque je préparais la biographie sur mon grand-père, « *C'est un Joli nom camarade !* ». J'y ai retrouvé un homme ouvert d'esprit, soucieux de partager sa longue expérience avec les plus jeunes générations. L'idée de réaliser ensemble un livre d'entretiens est venue naturellement. Un long travail s'en est suivi. 50 heures de dialogues enregistrés. La réécriture. Les notes en bas de page, afin de rendre l'ouvrage plus accessible.

Le DR.- Dans ce livre, tu cherches à comprendre son parcours en tant que président du Parti. Tu le pousses, parfois avec force, à obtenir des explications dont les réponses, ou demi-réponses, ne te satisfont pas toujours.

JL.- J'ai tout simplement effectué mon travail de journaliste, en posant des questions sans complaisance, en les reposant quand Louis bottait en touche. Dans la seconde partie de l'entretien, je donne davantage mon opinion. Le livre se transforme ainsi, vers sa fin, en un échange d'analyses. *La Passion du trait d'union* vise à mieux faire connaître l'histoire du PC. À en tirer des enseignements pour la nécessaire reconstruction à gauche aujourd'hui. Et surtout, à susciter le débat.

Le DR.- Ses réponses reflètent un positionnement politique que l'on pourrait, grosso-modo, définir comme eurocommuniste. Notons qu'aujourd'hui les trois grands partis eurocommunistes d'alors (le PCF, PCE et PCI) ont perdu très sensiblement leurs forces d'antan. Ne pourrait-on alors inscrire le déclin du communisme belge dans la tendance globale du déclin du communisme européen

JL.- Pour moi, les causes de ce déclin ne sont nullement liées au positionnement eurocommuniste de ces trois partis. Je dirais, au contraire, que le délitement résulte d'une distanciation insuffisante avec le modèle autoritaire et momifié de l'URSS de Brejnev. Plus largement, il tient

à l'incapacité, dans les années '70 et '80, des PC occidentaux à repenser leur stratégie en tenant pleinement compte des nouveaux enjeux sociaux, sociétaux, citoyens. En Belgique, l'écroulement du PC, tout au début des années '80, a été plus fort et plus rapide qu'ailleurs. Les facteurs internationaux – la Pologne, l'Afghanistan – ont certes opéré. Mais des causes belgo-belges expliquent surtout l'effondrement du PC belge. Le parti est resté sourd aux nouvelles aspirations environnementales et de la jeunesse. Il avait aussi, quelques années plus tôt, abandonné l'expérience très innovante de l'Union des progressistes, laissant au bord de la route les chrétiens progressistes. Écolo apparaît alors comme la force alternative d'avenir, face au PC vieilli, tandis que la désindustrialisation prive ce dernier de ses points d'appui traditionnels. 1985, le PC n'a plus aucun député. Quatre ans avant la chute du Mur de Berlin !

Le DR.- Le livre aborde peu le processus de la construction européenne. Cela ne faisait pas partie des priorités politiques d'alors ?

JL.- Aujourd'hui, les orientations néolibérales de l'Europe nous mènent au chaos total. De manière générale, les gens de gauche ne se préoccupent pas assez des enjeux européens.

Le DR.- Que retiendra l'histoire de Louis Van Geyt ? Son apport à la lutte pour le désarmement et la paix ?

JL.- Louis Van Geyt y a joué un rôle important. Pour lui, et le PC à sa suite, il n'y avait pas de « bons » missiles (sovié-



Local central du PCB dans les années 50

tiques) et de « mauvais » (américains). Les deux constituaient une grave menace. Il fallait pousser à un désarmement mutuel. Cette position a contribué à renforcer le camp de la paix en Belgique. Rappelons la spectaculaire manifestation de 300.000 personnes, en 1983, contre les missiles nucléaires. Louis Van Geyt fut un inlassable partisan de l'unité à gauche, sur tous les terrains. Il reste très apprécié dans le monde progressiste belge. Cela mérite tout notre respect ! ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

**Faire connaissance avec le Parti communiste ?
Envie d'adhérer ? Contactez-nous via notre site
www.particommuniste.be**

Fin d'année électorale en Europe

Vladimir Caller

Au Portugal, le rappel d'avril

Il y a 40 ans, la révolution des œillets mettait fin à 40 ans de dictature fasciste et devenait un protagoniste central de la vie politique européenne. L'espoir, saboté avec soin par la social-démocratie portugaise ne durera pas très longtemps. Mais elle laissa des traces et son souvenir est devenu plus vif ces dernières semaines avec l'échec du projet de la droite néolibérale de se maintenir au pouvoir. En effet, additionnant leurs forces au parlement, le Parti Socialiste, le Bloco (groupement de partis de gauche) et le CDU (alliance du Parti communiste et d'écologistes de gauche) ont réussi à imposer Antonio Costa (PS) comme Premier ministre et ce, malgré l'opposition violente de la droite et du président Cavaco qui a tout fait pour l'empêcher, violant même la loi.

Moins médiatisé que le cas grec, le Portugal mérite une place d'honneur dans la vitrine des dégâts de la mondialisation ; une industrie demantelée, des secteurs où ce pays était leader comme la pêche passés aux mains de sociétés étrangères, une jeunesse obligée d'émigrer à la recherche d'un avenir (environ 500 000 émigrés dans les 5 dernières années et 135 000 pour la seule année 2014). Cette politique aurait dû continuer si l'opposition progressiste n'était pas arrivée à s'unir pour y mettre fin. Unité politique associant le PC et le PS, fait rare parce que ce dernier a toujours été d'un anti-communiste radical. À noter, néanmoins, qu'elle se fait sur la base du programme électoral du seul PS et rien de plus ; lequel a, certes, d'importants points anti-austéritaires mais sans trop contester l'UE et ses politiques, ni le projet du grand marché transatlantique (TTIP) soutenu depuis toujours, et encore maintenant, par le Parti Socialiste. Expérience à suivre très attentivement, donc.

Triste France

Certes il n'a pas réussi à gagner le Nord-Pas de Calais ni Marseille mais, incontestablement, c'est le Front National avec

un peu moins de 7 millions de votes et presque 27% de votants qui apparaît comme la force politique victorieuse et de fait comme le premier parti politique français. Bien entendu, le phénomène des migrants et leur arrivée dans les terres européennes présentés comme « invasion » par Marine le Pen, faisant ainsi appel aux instincts les moins nobles mais bien réels de rejet des étrangers dans une large partie de la société française, est pour beaucoup dans l'assise, chaque fois plus large, qu'obtient ce parti dans le corps électoral français. Facteur à ne pas écarter si l'on considère que la xénophobie s'est répandue dans l'ensemble du continent européen. Mais cette explication nous semble trop courte. L'énorme abstention qui se confirme dans chacune des élections, en particulier chez les jeunes, en dit beaucoup sur l'absence de crédit que connaît le geste électoral comme preuve d'attachement à la démocratie. Le mépris que manifeste le système pour le verdict des urnes lorsque celui-ci ne lui est pas favorable, comme ce fut le cas lors du référendum sur le Traité Européen y est sûrement pour quelque chose.

Le fait que la gauche radicale ait obtenu moins de 5 % dans ces élections est aussi édifiant et devra conduire ses membres à s'interroger sur le contenu et l'actualité de leurs programmes et de leurs propositions.

Espagne : Podemos o no podemos ?

Scénario, sur le plan historique et politique pas si différent de celui du Portugal. Deux pays sortis de décennies de dictatures ; entrés en démocratie avec de grands espoirs toujours trahis par des Mario Soares (au Portugal) et des Felipe Gonzales ou José Luis Rodriguez Zapatero (en Espagne). Mais, à la différence du Portugal, la nouveauté en Espagne ne vient pas d'alliances jugées, il y a si peu encore, impensables, mais de l'apparition de nouvelles et puissantes forces politiques dont, notamment Podemos dirigé par Pablo Iglesias. Parti politique, inscrit comme tel mais qui dit

ne pas être un parti, Podemos est une émanation du mouvement des « indignados » qui secoua l'Espagne en 2011. Courant mixant spontanéisme et esprit de révolte contre une société qui battait, en même temps, deux records : celui du chômage des jeunes et celui d'une corruption qui n'épargnait même pas la famille royale. Ces deux facteurs ont aidé à l'éclosion d'une dynamique nouvelle qui a, comme dénominateur commun avec l'expérience portugaise, l'impératif de rupture avec le passé immédiat. Dynamique qui explique leur retentissant succès électoral : troisième parti d'Espagne à moins de 1% du PSOE. De son côté Izquierda Unida, dont le Parti communiste espagnol est le principal composant, apparaît comme la victime directe de l'avènement, très médiatisé d'Iglesias et n'obtient qu'un peu moins de 4 % des voix.

Esprit de révolte bien atténué par l'appétit électoral, Podemos n'a plus la tonalité républicaine et anti-monarchiste de ses commencements. Partisan fervent de la sortie de l'Espagne de l'OTAN, Pablo Iglesias dit maintenant pouvoir s'accommoder de sa présence. Par ailleurs, il n'hésite plus à se sentir bien dans la définition social-démocrate, « *C'est le PSOE qui l'a abandonnée* » dit-il. C'est ainsi qu'il soutient sans réserve Syriza y compris l'accord signé par Alexis Tsipras avec la Troïka le 13 juillet.

Très critique des mesures d'austérité prônées par l'Union européenne, le jeune dirigeant conserve quand même l'extrême prudence de ses aînés sociaux-démocrates lorsqu'il s'agit d'esquisser l'éventualité d'une rupture avec l'euro. Il persiste à croire, comme ses homologues grecs, que l'on peut combattre l'austérité tout en restant dans le cadre de la monnaie unique et ses normes contraignantes. Les dernières nouvelles informent d'une démarche unitaire envers le PS en vue de former un gouvernement.

Comme chez le voisin portugais, expérience politique à suivre attentivement... ■

La gauche en Amérique latine : recul temporaire ou lame de fond ?

Paul-Emile Dupret*

Les récentes défaites électorales fin 2016 de la gauche en Argentine et au Venezuela, la perte de la mairie de Bogota – une entité comptant plus d’habitants qu’un pays comme l’Uruguay – et la tentative d’impeachment au Brésil sont autant de signaux d’alerte pour la gauche de ce continent qu’il serait suicidaire d’ignorer ou de sous-estimer. Ils nous rappellent combien est actif l’axe des droites, qui s’est installé et consolidé au Mexique, mais aussi au Honduras, par le coup d’État contre le président Zelaya en 2009, plongeant ce pays dans un long cauchemar, mais aussi au Panama, en Colombie, et dans diverses régions ayant des gouvernements progressistes, comme l’État de Zulia au Venezuela, ou la « Media luna » de Bolivie.

Bien entendu tout peuple qui tente un tant soit peu de sortir du néolibéralisme se retrouve confronté à l’hostilité des États-Unis, de l’Union européenne, de la plupart des autres pays de l’OCDE, de nombreux gouvernements du Sud, des transnationales et des média. Il faut faire face à des campagnes largement financées par les programmes spéciaux des États-Unis, et à de tentatives de déstabilisation. Mais si ces campagnes et ces tentatives sont bien réelles et toujours actives, cela ne suffit pas à expliquer les reculs de la gauche dans certains de ces pays. Car sinon comment des forces de gauche auraient-elles pu conquérir le pouvoir malgré ces ingérences et ces

campagnes permanentes, et comment auraient-elles pu le conserver durant de longues années ?

Il ne fait aucun doute que le contexte international est particulièrement adverse pour les processus de changements, qui s’appuient sur les revenus des matières premières pour promouvoir des programmes sociaux visant à réduire la pauvreté. Cette meilleure répartition de la rente a permis à ces gouvernements de résorber de manière spectaculaire la pauvreté dans chacun de ces pays. Mais le fait de s’axer presque exclusivement sur la meilleure répartition de cette rente est en même temps un piège qui s’est refermé sur eux. Cela les a détournés des projets initiaux visant à une meilleure gestion des richesses nationales et de ses moyens de production ainsi qu’à une diversification de la production. Cela les a rendus extrêmement dépendants du contexte international. Or le prix des matières premières s’est effondré. Il est actuellement au plus bas depuis 16 ans. Cette tendance va probablement s’aggraver en 2016 vu l’importante décélération de l’économie chinoise dont la plupart des économies latino-américaines sont très dépendantes puisque la Chine est aujourd’hui le deuxième partenaire économique de ce continent après les États-Unis...

Sont passés au second plan des éléments essentiels pour la confrontation avec le capital, tels qu’un meilleur contrôle des secteurs stratégiques de l’économie – en particulier la finance – une plus juste répartition des ressources et des moyens de production, et le changement de modèle de développement. Des avancées importantes ont été faites dans le contrôle des moyens de production au Venezuela, mais encore trop partielles et qui répondent surtout à la nécessité de résoudre des conflits sociaux immédiats. Par après, ces entreprises récupérées par l’État ont été confiées à des fonctionnaires, au lieu de permettre aux ouvriers et employés d’en prendre le contrôle, en conjonction avec les mouvements sociaux.

Mais c’est sans doute sur la question du modèle de développement que les gouvernements de gauche ont le moins fait pour s’émanciper du modèle capitaliste.

Leurs modèles sont axés sur le tout à l’exportation au lieu de favoriser les échanges nationaux et régionaux. L’ALBA et la Banque du Sud ne décollent pas, et sont minés par les accords de libre-échange avec l’UE et les États-Unis. Au lieu d’opter par un modèle alternatif tel que celui de la substitution des importations qui avait connu un succès important au cours des années ’70, les gouvernements de gauche ont continué à miser sur le credo néolibéral et colonial des exportations de matières premières pour soutenir la croissance, sans considérations pour la protection des territoires et des cultures locales. En combinaison avec cela, la gauche n’a pas encore avancé sur la construction d’un modèle énergétique décentralisé, en s’engageant de façon progressive mais décidée vers une émancipation des énergies fossiles. Et elle n’a pas mis en question la croissance sans limites, même écologiques, et axée sur l’endettement financier. Sur ces terrains-là, le tout à l’exportation, la croissance à n’importe quel prix, et le développement des énergies fossiles (ou de l’économie verte de marché), le capital est très à l’aise, et n’a qu’à attendre son heure au tournant. Même le gouvernement de l’Équateur a déjà signé l’accord de libre-échange avec l’Union européenne, alimentant ainsi un des tigres qui pourrait le dévorer, tandis que la Chine a une hypothèque sur les revenus miniers futurs du pays que ce pays peine à payer, vu la baisse du prix des matières premières. Il est donc forcé à mener une politique minière encore plus dévastatrice que celle des gouvernements qui l’ont précédé.

Une rupture plus claire d’avec des modèles de développement intrinsèquement capitalistes faciliterait sans doute une alliance avec les mouvements sociaux autonomes, trop souvent cooptés soit méprisés, - et dont la justesse des propositions a pourtant été pleinement confirmée à la COP21 de Paris. Elle serait sans doute un élément essentiel pour coaliser en vue de nouvelles victoires de la gauche, en se combinant avec la lutte contre la corruption et le népotisme, très urgente à mener dans certains cas. Sans de tels tournants, nous nous exposons sans doute à de nouvelles défaites. ■

* Du collectif « Venezuela 13 avril »

À quoi doit servir l'École dans un monde en crise ?

Nico Hirtt*

Il faut adapter l'École à un monde en crise, entend-on dire de toutes parts. Mais de quelle crise parle-t-on au juste ?

Dans les milieux de l'OCDE ou de la Commission européenne, on pointe une crise économique et sociale, résultant de la conjonction de deux mutations : la transition énergétique et l'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ils regrettent l'inadéquation des formations scolaires – trop rigides, trop académiques, trop théoriques – par rapport à un marché de l'emploi qui réclame surtout de la flexibilité et de la diversité.

Pour d'autres observateurs, la crise est d'abord sociétale. Sous la pression du développement des TIC (encore), le monde rétrécit et s'accélère. L'École traditionnelle, ancrée dans une culture locale, porteuse de savoirs structurés et visant l'utilité à long terme, est obsolète. Désormais elle devrait se contenter d'amener les jeunes à s'intéresser librement à divers champs de savoirs. Cette conception partage avec la précédente l'idée de privilégier les compétences sur le savoir, de diversifier et d'individualiser les trajectoires scolaires.

Une troisième version parle d'une crise de valeurs. Au fil du XX^e siècle, l'École, appelée vers des missions de plus en plus économiques, a un peu abandonné son rôle d'appareil idéologique, laissant cette place à la radio et la télévision. Mais avec le développement des TIC (encore !) beaucoup de jeunes échappent au contrôle des médias traditionnels. D'où la demande adressée à l'école, de reprendre sa place ancienne, d'apprendre aux jeunes à respecter les valeurs et les institutions de notre société.

Ces visions ont raison de souligner l'impact des évolutions technologiques, mais elles omettent la médiation déter-

minante des rapports économiques. Nous vivons dans un système économique organisé selon une loi fort simple : les détenteurs de capitaux investissent dans la production de logements, de viande, d'eau potable, de drogues, de musique, de voitures, de livres, d'armes à feu, de services postaux, de pornographie, de jouets, de panneaux solaires, de pesticides,... à la condition, unique et impérative, d'espérer retrouver, un an ou dix ans plus tard, leur capital augmenté d'une solide plus-value.

Dans ce système-là, effectivement, l'invention des TIC conduit à déréguler le travail et l'emploi, à ne plus penser qu'à court terme, à diffuser massivement de la sous-culture commerciale, à mépriser le savoir parce qu'on croit avoir réponse à tout en un clic de souris... Mais sous d'autres conditions économiques, ces mêmes technologies de l'information et de la communication pourraient être mises en œuvre de façon radicalement différente. Elles pourraient par exemple permettre de connaître à l'unité ou au gramme près la disponibilité de toutes les ressources et de tous les biens de consommation essentiels, en n'importe quel point de la planète. Il serait donc parfaitement possible, d'un point de vue technique, d'anticiper les besoins de l'humanité et d'organiser la production et la distribution en fonction de ces besoins, de façon planifiée et rationnelle, tout en minimisant les gaspillages et les émissions de CO₂.

L'humanité se débat dans une contradiction majeure : d'un côté, le progrès (scientifique, technique, éducatif...) permet en principe d'assouvir les grands besoins humains (eau, nourriture, logement, environnement, éducation, culture, loisirs), mais d'un autre côté, la mise en œuvre de ces mêmes progrès dans le contexte du capitalisme ne permet pas d'obtenir le résultat escompté et conduit même à son contraire.

Voilà les termes de la crise. Dès lors, la réponse à la question « à quoi doit servir l'École ? » coule de source : elle doit

forger des citoyens capables de changer le monde et, pour cela, capables de le comprendre.

Des générations de fils de nobles et de bourgeois ont été gavées de latin, de culture classique, d'histoire, de philosophie, de littérature, de théâtre, de sciences naturelles, d'économie et de mathématiques. Mais aussi d'escrime et d'équitation, de tennis et d'aviron, ainsi que de savoir-vivre et de discipline. Pourquoi ? Parce qu'on jugeait que cette « culture générale » et cette « éducation » étaient les conditions de l'exercice des tâches dirigeantes auxquelles leur naissance les destinait. Eh bien, je pense que si nous voulons une société réellement démocratique, dans laquelle le pouvoir de diriger le monde appartienne vraiment au peuple, il faut alors que ce peuple soit à son tour doté de ces savoirs-là et de cette éducation-là.

En y ajoutant toutefois deux conditions :

Premièrement, la « culture générale » devra s'étendre au domaine du travail, des techniques et de l'économie : le citoyen de demain devrait être capable de jeter un regard d'ensemble sur les grands processus de production de biens et de services – industrie, artisanat, administrations, finances, services collectifs –, en comprendre les fondements et les potentialités.

Deuxièmement, si l'on veut que des savoirs de cette complexité-là soient accessibles à tous, il faudra changer l'école à tous les niveaux : dans ses structures (fin du marché scolaire et des réseaux, fin de la sélection précoce), dans son organisation (une école ouverte sur son environnement, une école « lieu de vie » pour les jeunes,...), dans ses bâtiments (espaces de vie, espaces de travail en ateliers...) et dans ses pratiques d'enseignement (didactiques de construction des savoirs). ■

* Co-auteur de *Qu'as-tu appris à l'école ?*, éditions Aden, 2015.

Le Monténégro victime de l'appétit insatiable de l'OTAN

Georges Berghezan

L'OTAN a invité, le 2 décembre, le Monténégro à entamer des négociations d'adhésion à son organisation. Ainsi, probablement en 2018, après achèvement de ces pourparlers et ratification de l'accord conclu par les parlements nationaux, l'appartenance de ce petit pays balkanique à la plus grande alliance militaire de la planète sera effective.

Si le Monténégro possède un port important sur l'Adriatique, il ne risque pas, en raison de sa taille et de sa population (650.000 habitants), de devenir un poids-lourd de l'organisation atlantiste. Mais ce nouvel élargissement, à un 29^e membre, appelle diverses remarques et questions.

Cependant, en avalant le Monténégro, l'OTAN contrôlera directement tout le nord et le nord-est de la Méditerranée,

du détroit de Gibraltar à la frontière syrienne, tandis qu'Israël et la plupart des pays arabes du pourtour méditerranéen entretiennent déjà divers types de partenariats avec cette organisation.

D'autre part, bien que son Secrétaire général, Jens Stoltenberg, ait loué son « engagement inébranlable à nos valeurs communes », le Monténégro a bien du mal à ressembler à une démocratie dans le sens habituel du terme. Le pays est dirigé, depuis plus d'un quart de siècle, par le même homme, Milo Djukanovic, qui alterne les postes de premier ministre et de président afin de donner l'illusion d'un respect de la constitution. Devenu tour à tour allié puis ennemi du dirigeant serbe, Slobodan Milosevic, renversé en 2000, il a ensuite eu des relations difficiles avec les gouvernements pro-européens qui se sont succédés à Belgrade. En 2006, il a enfoncé le dernier clou du cercueil de la fédération yougoslave en proclamant l'indépendance de sa république. Une indépendance plutôt formelle puisque la monnaie officielle y était, depuis 1999, le deutsche mark puis l'euro.

Pendant des années, Djukanovic a été un des animateurs principaux de la contrebande européenne de cigarettes, de cheville avec la Sacra Corona Unita, une des mafias italiennes. Sa longévité au pouvoir et son immunité en tant que chef d'État lui ont permis d'échapper à



un mandat d'arrêt de la justice italienne. Mais il n'est dès lors pas étonnant que le Monténégro demeure un havre de la corruption et du crime organisé et le centre de nombreux trafics, de la drogue à la prostitution. Paradis des mafieux, le pays ne l'est pas pour la liberté de la presse, les journalistes les plus gênants connaissant souvent une fin tragique.

Protestations massives

Mais il semble que le règne de Djukanovic et de son Parti démocratique socialiste touche à leur fin : depuis plusieurs semaines, des manifestations massives et parfois violentes se tiennent dans la capitale du pays, Podgorica. Si nombre de manifestants sont révoltés par la pauvreté et la stagnation de leur économie, l'opposition à l'OTAN a été aussi un des moteurs des mobilisations. Le 12 décembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre cette adhésion et en faveur d'un référendum sur la question, certaines d'entre elles déclarant que, dans le cas contraire, l'adhésion à l'OTAN serait considérée comme

une « occupation étrangère » et le signal d'une « insurrection armée ».

Pourtant, il est à craindre que ces avertissements ne suffiront pas à imposer un référendum : tous les sondages ont montré qu'une majorité de citoyens dirait « non à l'OTAN », notamment parce qu'ils n'ont pas oublié qu'en 1999 le pays a subi les frappes atlantistes. Même si les bombardements y ont été plus légers qu'en Serbie, ils ont quand même occasionné leur lot de victimes civiles. D'autre part, une grande partie de la population monténégroise se dit « ethniquement » serbe et partage, avec une écrasante majorité de leurs « frères » de Serbie, une même aversion pour l'OTAN. Par ailleurs, même si les autorités vendent l'appartenance à l'OTAN comme un pas vers l'Union européenne et donc une illusoire amélioration de

leur qualité de vie, les Monténégrins n'ont pas grand-chose à attendre de cette adhésion. Jusqu'à présent, ce que cela leur a apporté est surtout une brouille historique avec la Russie, peu contente de voir un allié de longue date (plus de trois siècles de relations étroites !) tomber dans l'escarcelle otanienne. Moscou – qui a qualifié l'invitation de l'OTAN de « conflictuelle » – a annoncé des mesures de rétorsion, qui pourraient prendre la forme d'un désinvestissement massif, alors que des milliers de touristes russes viennent chaque année passer leurs vacances sur la côte monténégroise, dont de vastes portions ont été achetées par des spéculateurs et autres mafieux, également russes.

Reste à voir si, en cas de victoire de l'opposition aux prochaines législatives, prévues en octobre 2016, le nouveau gouvernement aura le courage de stopper le processus d'adhésion et rejoindre la ligne de neutralité militaire, encore actuellement prônée par la Serbie, dans la tradition de l'ancienne fédération yougoslave. ■

À propos de du livre Qui a tué Julien Lahaut¹ Le « Capitaine Freddy » a-t-il agi en solo, ou pour le compte de... ?

Jean Lemaître*

Le 18 août 1950, il y a plus de 65 ans, Julien Lahaut, alors président du Parti communiste belge, était assassiné sur le perron de sa modeste maison de Seraing, en banlieue liégeoise. Depuis lors pèse un lourd mystère, jamais élucidé, sur les commanditaires de ce meurtre et surtout sur les motifs de cette exécution.

Il y a quelques années, grâce aux soutiens financiers conjugués des ministres de la Politique scientifique francophone et nationale, l'écologiste Nollet et le socialiste Magnette, ainsi qu'à l'appui de l'ex-députée socialiste européenne Véronique De Keyser, qui avait collecté des fonds privés à cette fin, les recherches ont pu enfin être relancées. Et ce, par les bons soins de l'historien Emmanuel Gérard, et de ses collaborateurs, de l'Université catholique de Leuven (KUL).

Au bout de trois ans d'un incroyable labeur, l'équipe de la KUL a rendu son verdict... Au final, de substantielles avancées ont été opérées. Résumons !

André Moyen, l'organisateur

Première certitude, l'organisateur de l'assassinat est bien André Moyen, alias Capitaine Freddy, un personnage au centre de la mouvance extrémiste anti-communiste de l'époque. André Moyen, dès après guerre, se fait rétribuer très cher ses services de renseignements prestés pour différents éléments de l'Etat : le très conservateur ministre catholique de l'Intérieur Albert De Vleeschauwer, la sûreté militaire et aussi différents services de la police judiciaire.

Dès le décès du président du Parti communiste, c'est le juge d'instruction liégeois Louppe qui mène l'enquête, laquelle piétine, à telle enseigne que l'on s'est longtemps interrogé sur la réelle volonté du juge de faire progresser le dossier. A ce propos également, l'équipe de la KUL clarifie les choses. Louppe a accompli honnêtement son job. Et, s'il n'a

pu démêler les fils, c'est car il a buté sur le cloisonnement des forces de l'ordre en Belgique et a été saboté par la Police judiciaire ayant pratiqué la rétention d'informations capitales.

L'étrange relation avec la Société générale...

Autre découverte de poids d'Emmanuel Gérard et de son équipe : Moyen était également embauché, pour le renseignement, par quelques uns de ses plus éminents dirigeants de la Société générale de Belgique : le baron Paul de Lannoit, Marcel De Roover ou encore Herman Robiliart.

De Vleeschauwer et les gros bonnets de la Générale ne pouvaient pas ignorer, soulignent les historiens de la KUL, que Moyen, en qui ils ont maintenu leur confiance au-delà d'août 1950, étaient en lien avec l'assassinat.

De là à penser que l'exécutif de la Société générale ait pu commanditer l'exécution ? Emmanuel Gérard refuse de franchir le pas, faute de preuves tangibles. Par ailleurs, il repousse l'hypothèse qui avait cours plus récemment, selon laquelle l'assassinat de Lahaut aurait été commis par des inconditionnels du Roi Léopold III, dans la foulée de l'affaire royale, et à la suite du cri « Vive la république » attribué à Julien Lahaut, alors député, lors de la prestation de serment royal du prince Baudouin, le 11 août 1950².

Des questions en suspens

Pour les chercheurs de la KUL, le plus probable est que Moyen ait tout organisé de sa propre initiative, en solo en quelque sorte. Ils confortent cette thèse en livrant le curriculum vitae détaillé du Capitaine

Freddy. Moyen n'avait, en effet, rien d'un amateur, d'un second couteau ou d'une simple tête brûlée. Au plus fort de la guerre froide, il tirait les ficelles de multiples réseaux d'extrême droite, déterminés à écraser les rouges par les moyens les plus violents. C'était un personnage froid, calculateur, cynique, expérimenté, plaçant ses pions un à un, pouvant compter, on l'a vu, sur des complices dévoués dans différents services de police au nord et au sud du pays.

L'équipe d'Emmanuel Gérard, par son travail de bénédictin, a dissipé une part de l'énigme Lahaut. On savait déjà que Moyen était l'un des maîtres d'œuvre de l'assassinat du président du Parti communiste. Grâce au faisceau d'indices convergents récoltés, la KUL estime donc que c'est le Capitaine Freddy qui a commandité le crime.

Mais voilà, au terme de cette enquête remarquable, bien des questions restent en suspens. Malgré ces progrès dans la recherche de la vérité, l'affaire est loin d'être close. Au contraire, une brassée de d'interrogations nouvelles surgissent. Des incertitudes majeures demeurent, rendant indispensables des investigations complémentaires.

De Vleeschauwer, au courant ? Par exemple : quel fut, réellement, le rôle du ministre de l'Intérieur De Vleeschauwer, en exercice jusqu'au 16 août ? Celui-ci, le 21 août, soit trois jours après l'exécution...

De Vleeschauwer, au courant ?

Par exemple : quel fut, réellement, le rôle du ministre de l'Intérieur De Vleeschauwer, en exercice jusqu'au 16 août ? Celui-ci, le 21 août, soit trois jours après l'exécution...

¹ Emmanuel Gerard, Widukind De Ridder, François Muller, « Qui a tué Julien Lahaut. Les ombres de la guerre froide en Belgique », Renaissance du livre, 2015.

² En réalité, c'est le député communiste Georges Glineur qui a crié « Vive la république ».

* Écrivain-journaliste, auteur (entre autres) de C'est un Joli nom camarade (Editions Aden) et de Regards croisés sur l'histoire du PCB, 1945-1985. Livres entretiens avec Louis Van Geyt (Editions Mémogrammes-Carcob).

tion de Lahaut, protégé et accompagné par André Moyen – le chef du commando assassin lui ayant de surcroît fourni des faux papiers – franchit clandestinement la frontière belge près de Bouillon pour se cacher plusieurs semaines en France. Pourquoi cette fuite ? Selon Emmanuel Gérard, la fugue de De Vleeschauwer, l'ultra-léopoldiste, aurait été justifiée par la (seule) peur de représailles. De qui ? Pourquoi ? Que cherchait-il à éviter ? Pourquoi avoir traversé la frontière incognito ? Rien ne prouve formellement, fait ressortir de l'enquête de la KUL, un quelconque « contrat » concernant Lahaut, conclu entre De Vleeschauwer et Moyen. Mais rien, à ce stade, ne l'exclut totalement.

De Vleeschauwer, rappelons-le, avait compris que Moyen avait trempé dans l'expédition de Seraing. Pourquoi dès lors, lui avoir maintenu sa confiance, et plus, s'en être servi comme homme de main

pour passer la frontière ? De Vleeschauwer était-il au courant de ce que tramait Moyen concernant Lahaut ? A-t-il approuvé ? A-t-il fermé les yeux, lui qui avait appelé de ses vœux le retour de Léopold III au pouvoir et son projet de régime fort en Belgique ?

Le baron de Launois, dans le coup ?

Une même suspicion pèse sur les liens étroits, réguliers, et conservés un temps après l'assassinat, par l'état-major de la Générale avec Moyen. Qui manipulait qui ? Moyen se contentait-il de tirer des ressources financières de cette société afin d'alimenter ses autres activités en temps qu'organisateur de la mouvance d'extrême-droite ? Ou la Générale manipulait-elle, bien au-delà du renseignement, le Capitaine Freddy pour des desseins plus secrets et extra-légaux ?

Le baron de Launois se révèle l'un des maillons clés et troubles, en relation avec

Moyen. Ne serait-il pas indiqué, à l'occasion de nouvelles recherches, de creuser la personnalité et les fonctions de ce noble aux mains blanches ? Dans cette perspective, il serait instructif d'approfondir les accointances entre Léopold III et de Launois. Le même baron qui se chargeait de gérer la fortune du monarque déchu...

Que la Générale s'avère avoir été mouillée, ne fût-ce de manière indirecte et périphérique, constitue une conclusion essentielle des chercheurs de la KUL. Faut-il pour autant abandonner la piste des ultras-léopoldistes, jusqu'ici davantage privilégiée ?³ Et si les deux routes s'étaient croisées ? Cette dernière hypothèse, à ce stade des recherches, ne peut être totalement exclue. Dans tous les cas de figure, c'est bien d'une explosive affaire d'État dont il s'agit ! ■

³ Voir à cet égard le livre d'Etienne Verhoeyen et Rudi Van Doorslaer, *L'assassinat de Julien Lahaut, Renaissance du livre, 2010.*

suite de la page 5 « COP21 : le cycle de la vie »

ont créé le problème ? La COP de Paris ne pouvait être un succès sans une démarche profonde et sincère de réconciliation.

Une lueur d'espoir

Il y a cependant des avancées intéressantes. Pour la première fois, l'ensemble des nations ont reconnu un danger qui les concerne toutes. Les COP, il y a peu, se déroulaient presque dans l'anonymat. Aujourd'hui plus personne n'ignore le

problème. Toute l'humanité reconnaît le défi commun et décide de l'aborder ensemble. C'est une première, même si la solution retenue est mauvaise. Les accords de Paris sont un tout premier petit pas dans la construction d'une conscience planétaire. En périphérie des conférences, un autre point positif est la mobilisation citoyenne et de la jeunesse, dans la joie et la non-violence. Ces jeunes générations seront au pouvoir dans quelques années, tandis que les dirigeants actuels auront disparus, même si certains ont l'air de nier cette réalité du cycle de la

vie. Pour ces jeunes, la conscience planétaire, la nation humaine universelle sont déjà une réalité. Ils ne veulent plus vivre dans une économie, ils veulent vivre dans une communauté humaine. Les idées nouvelles de partage, de respect, de revenu de base, de gratuité, de démocratie directe pointent à l'horizon. L'intention humaine peut décidément transformer le cycle de la vie en spirale ascendante. La COP21 est un échec, mais les tentatives continuent et le futur est plus que jamais ouvert. Cela nécessitera un travail de réconciliation profonde de chacun et un changement de comportement de tous. Un nouveau modèle est à rêver, à imaginer, à inventer, à apprendre. ■

Clash en vue dans la FGTB ?

Les centrales syndicales des cheminots FGTC et CSC et leurs homologues flamands ont décrété 5 jours de grève en janvier tant l'attaque contre la SNCB, contre le service public est grave. Les syndicats attendaient un geste du gouvernement, de la Ministre et de la Direction de la SNCB. Peine perdue; ces adeptes de l'ultra-libéralisme ne cèdent pas. Les cheminots non plus ! Donc les deux jours de grève des 6 et 7 janvier sont maintenus. Et voilà qu'au moment où nous bouclons cette édition du DR⁽¹⁾, la CSC flamande lève le siège et pis la CGSP flamande aussi. Incompréhension totale dans le monde syndical. Qu'est-ce qui leur prend ? Quant à la décision de la CGSP flamande, elle pose problème car elle comporte le risque d'éclatement de la FGTB, ce qui est gravissime. L'absence d'unité des travailleurs à un moment où le gouvernement vient de lancer son grand plan de privatisation, équivaut à décréter la mort des services publics. Les dirigeants syndicaux qui ont décidé l'abandon de la grève, prennent une énorme responsabilité devant les travailleurs et devant la population !

(1) Nous viendrons plus largement sur ce sujet dans le prochain numéro...

Bonne nouvelle ! La désobéissance civile reconnue par le verdict des 7 bomspotters*

« Ce lundi 23 novembre le tribunal correctionnel de Mons a rendu public son verdict en annonçant une suspension du prononcé pour les 7 bomspotters qui s'étaient introduits dans le Quartier général de l'OTAN, le SHAPE, en 2012. Soit une assez bonne nouvelle puisqu'ils évitent ainsi les 5 ans de prison qu'ils risquaient selon le code pénal. Ce jugement reconnaît la bonne foi des accusés dans leur intention de recourir à la désobéissance civile en vue d'alimenter le débat sur la question des armes nucléaires américaines présentes sur le sol belge et d'avertir le public de leurs risques. La cour a été jusqu'à reconnaître la pertinence de la désobéissance civile comme garantie du système démocratique".

* Extrait du communiqué d'Agir pour la Paix, du 23.11.2015

Mark Braet, toujours jeune

Louis Sorel

Dans leur jeunesse, lors de réunions du mouvement de la paix, mes deux filles avaient l'habitude de réciter le très beau et émouvant poème de Mark Braet, *Het kleine meisje van Hiroshima* (*La petite fille d'Hiroshima*). Et il se fait que je viens de retrouver un texte du poète David Scheinert dédié à Mark. C'est ainsi que je me permets de citer plusieurs passages de ses poèmes traduits par mon ami David (il en a déjà traduit une cinquantaine). Manière de rendre hommage à ce grand poète qui était également pour moi un ami et surtout un camarade du parti.

Mark Braet est l'un des poètes flamands les plus modernes et les plus engagés et ce, tant sur le plan politique que philosophique. Il naît le 7 juillet 1925 à Nieuwpoort et meurt à Bruges le 6 février 2003. Sa mère, très catholique, et son père, libéral progressiste et libre-penseur, forment une famille d'entrepreneurs issus de la bonne bourgeoisie flamande. Au début de l'année 1940, leur maison est bombardée par les Allemands et la famille trouve refuge à Bruges. Mark, né Marcel-Maurits, y fréquente l'école moyenne pour garçons, puis l'Athénée Royal en 1942. Profondément secoué par la guerre, il s'engage déjà dans la Résistance et c'est à l'Athénée de Bruges qu'il rencontre notre ami Eddy Poncelet, militant communiste réfugié d'Ostende et de deux ans son cadet. C'est aussi là qu'il écrit ses premiers poèmes ; son professeur Jan Schepens (également poète à Bruges) en a conservé quelques-uns.

C'est depuis cette époque que l'art et l'engagement politique de Mark ne sont plus dissociables ; comme l'a formulé Jef Turf : « *Ce qui frappe dans l'œuvre de Braet, comme chez tout poète de marque, c'est la perméabilité de ses univers. Dans sa poésie, tout communique, se tient, se*

pénètre : le privé comme le public, les différents éléments, les règnes divers, le minéral, le végétal, l'animal, l'humain. Ses poèmes politiques sont donc des poèmes du monde ».

L'interpénétration entre ces divers univers faits de microcosmes et macrocosmes est due au fait que son engagement poétique débouche à la fois sur les sentiments amoureux personnels et la fraternité collective. Cette dernière se retrouve



dans quasiment chaque poème ; quant à la révolte militante, elle rougeoie toujours au creux de la tendresse. Les poèmes de Mark reflètent l'amour de la femme lié à l'amour de la paix et de la justice, celui de son pays et celui de l'Espagne républicaine. Y sont incarnés la Grèce des colonels, la petite fille d'Hiroshima, les trains roulant vers Auschwitz, la lutte pour la liberté et l'éga-

lité des Algériens. Sentiments exprimés avec des mots simples et précieux comme ces "yeux de Véronne" envahis par l'ombre... Qui pourrait être plus moderne et plus actuel que lui ? Celui qui ignore les métamorphoses des événements politiques quotidiens ou celui qui exprime notre réalité en métaphores, évidentes ou imprévues, et marche en avant, bannière déployée, en véritable poète combattant et lyrique à la fois ?

Son poème "*Un train de juifs passe par ma tête*" ("*Een trein vol Joden rijdt door mijn hoofd!*") m'a touché à vif. Bert Voeten lui rend hommage par ces mots : « *Comment n'aurais-je pas été frappé par la sincérité, la force et la pudeur de ce texte? [...] On sent l'émotion de Mark devant la réalité d'un événement qui passe par sa tête, son cœur, ses tripes, et s'éloigne dans l'espace. [...] Auschwitz est devenu pour Mark un train de juifs, un train qui roule vers la mort, qui s'en va, disparaît et demeure présent pour toujours.* »

Voici les derniers vers d'un autre poème sur le même sujet, *Sa Sulamite* :

*Chaque jour on dépose des fleurs si belles,
si parfumées dans le trou noir
du four où tu as brûlé :
pardonne-moi, pardonne-moi de ne pas
être parti à ta place*

Un poète comme Mark Braet ne peut oublier le sang versé injustement. Il ne peut rester indifférent face à l'averse sanglante qui risque de s'abattre, un monde en ruines, une humanité blessée à mort, des milliers d'Hiroshima. L'homme qui chante l'amour ne peut admettre la violence et la dévastation. Il exprime sa révolte sous une forme pudique et d'autant plus puissante. Mark respecte la vie, qu'il veut rouge, pleine d'amour. Il respecte les droits des gens, fussent-ils noirs, juifs, blancs, jaunes ou bruns. Pour lui, un jeune Arabe mort, c'est un jeune qui « gît dans la plaine » et qui aurait pu tout simplement être « votre jeune ». Vers qui ne paraissent pas à la mode et qui restent donc de tous les temps. En relisant les poèmes de Mark Braet, j'ai été frappé par la fréquente présence de l'adjectif « rood », « rouge ». Mais en russe, *krasnii* ne signifie-t-il pas à la fois rouge et beau ?

Mark Braet a été le cofondateur du périodique littéraire *Kruispunt*, mais aussi l'initiateur et le cofondateur du fonds flamand *Masereelfonds* créé en 1971. Dans ce but, Mark a rendu visite à Frans Masereel, cet artiste de renom international et progressiste intègre. Celui-ci accepta de prêter son nom à l'organisation proposée par notre camarade. En plus de toutes ces activités, il a écrit 15 recueils de poèmes et a traduit en néerlandais le *Canto General* de Pablo Neruda. Son œuvre littéraire a été traduite en URSS, en RDA, en France, en Hongrie, en Grèce et en Bulgarie. Mark Braet avait quatre amours : l'Espagne, la paix, la beauté (féminine) et son idéal communiste, ce qu'on appelait, je pense, « les lendemains qui chantent ». ■

Un film de guerre qui parle de la Paix, de la Vie, de la Beauté des choses

Les hommes d'argile

Robert Waeles

En cette fin d'année, le spectateur d'une Belgique qui vit toujours en vigilance 3 se voit proposer, pour se changer les idées, le dernier épisode de la *Guerre des étoiles*. Il est difficile de se battre contre cette pub envahissante mais peut-être aurez-vous aperçu sur les murs du métro à Bruxelles l'annonce d'un film sans vedettes, *Les hommes d'argile*. L'auteur de cet authentique petit chef-d'œuvre est un citoyen de Molenbeek, le belgo-marocain **Mourad Boucif**. Ce film, que j'ai découvert sur l'écran du Cinéma Vendôme, évoque le destin de ces 940.000 hommes africains et asiatiques issus des colonies françaises qui ont « aidé » les armées européennes à vaincre le nazisme en 1945.

Suleyman est un jeune berger qui vit au Maroc dans « la roche d'argile ». Il fait la rencontre de Khadija, la fille du Caid, le chef d'une immense région. Celui-ci accepte mal le mariage de sa fille avec un berger. Mais ces querelles locales s'effacent soudain devant les grands événements qui bouleversent l'Europe et donc ses colonies : la Seconde Guerre mondiale. 330.000 Marocains sont enrôlés (ou réquisitionnés) dans les rangs de l'armée française. C'est ainsi que Suleyman se retrouve à sillonner ces terres inconnues pour lui, aussi intrigantes que dangereuses. Il passera de la joie de la découverte à la terrible révélation d'une guerre qui ne le concerne finalement pas. Plongé dans les atrocités, il tente de ne pas s'y noyer, de rechercher à tout prix ce qui subsiste encore d'humanité. Pendant ce temps, au pays, le père de Khadija fait courir des nouvelles de sa mort, pour remarier sa fille plus richement.

Le film nous raconte la vraie bataille dans laquelle Suleyman et ses compagnons ont été immédiatement plongés. Le 10 mai 1940, Hitler décide d'envahir la Belgique. L'affrontement a lieu dans les environs de Gembloux. À deux reprises, les tirailleurs de la 1^{re} Division marocaine du général Mellier réussissent à tenir tête à 25.000 soldats et 750 chars allemands, mais les pertes sont très lourdes des deux côtés. Victoire, mais victoire éphé-

mère ! Dans la nuit du 16 mai, la 1^{re} armée française recevra l'ordre de se replier, ce qu'elle fera... sans Suleyman.

Le sort de ces « troupes indigènes » avait déjà été remarquablement évoqué en 2006 par le film *Indigènes* de Rachid Bouchareb avec en vedette Djamel Debbouze, pour une fois dans un rôle dramatique. Nous y suivions leur itinéraire tout au long de la guerre. Mourad Boucif a choisi une optique très différente sans aucune scène sanglante. Tout est vu par les yeux et la mémoire de Suleyman qui évoque en des termes d'une délicate poésie le monde auquel il a été arraché et celui qu'il découvre. Des murs d'argile de son morceau de Sahara aux forêts belges avec ses oiseaux... puis les bombes des Stukas. Ces habitudes qu'il n'a pas oubliées : comment parler à un cheval rétif pour le faire avancer. Ensuite son courage de Lion de l'Atlas pour faire face à ces Allemands, des blancs qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vus, qui larguent des tracts en arabe sur les tranchées françaises, leur promettant l'indépendance s'ils se rallient aux armées d'Hitler.

L'absurdité de la guerre

Mais il n'est pas seul. Le lieutenant Laurent, un appelé français, prendra progressivement conscience du caractère absurde des ordres qu'il reçoit face à la simple humanité de ses hommes. Grâce à eux, il découvrira peu à peu, au-delà de l'absurdité de cette guerre, un autre univers qui le fascinera d'abord, puis finira par l'envoûter définitivement... C'est lui qui rapportera à Khadija les ultimes souvenirs de son mari.

Pour réaliser ce film, Mourad Boucif et son équipe ont dû persévérer durant dix longues années, interrompant le tournage pour aller rassembler des fonds, tournant dans différents pays (Maroc, France et Belgique)... Le miracle, c'est que l'équipe ait tenu. Il le dit :

« Quand vous avez une foi importante que vous partagez avec un groupe, vous finissez toujours par y arriver, peut-être avec des maladrotes techniques, cinématographiques, etc. Chose que je ne renie



pas aujourd'hui, mais pour moi ce n'est pas l'essentiel ; l'important, c'est qu'il y ait un message fort et puissant qui touche les gens. Les « gros moyens » sont des éléments qui peuvent perdre un projet, pas « la sueur » et « les tripes ». De plus, avec le temps et l'expérience, on finit par apprendre sur le terrain. »

Mourad Boucif n'est pas passé par les écoles de cinéma. Il a débuté comme travailleur social, tournant à l'occasion des films documentaires. À partir de ces premières réalisations (*Kamel, Au-delà de Gibraltar, La couleur du sacrifice*), il s'est progressivement construit un style personnel exprimant ses idées politiques dans un langage poétique. Mais visiblement, c'est la fiction qui le tentait. Dans *Les hommes d'argile*, nous retrouvons des images somptueuses associées à un texte d'une poésie raffinée. Côté photo, ce sont des professionnels talentueux comme Michel Baudour qui sont ici au travail. Mais c'est aussi le vrai talent des mots qui les portent, ceux de Mourad Boucif. ■

Le Collectif du Drapeau Rouge souhaite à ses lecteurs une année 2016 en bonne santé et en bonne disposition pour persévérer dans nos luttes.

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Charleroi : Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Il est impératif de sortir de ce système
Philippe Lamberts • pp. 2-4

ENVIRONNEMENT

la COP21 : le cycle de la vie
Gilles Smedts • p. 5

ACTUALITÉS SOCIALES

Des syndicats qui se taisent
Martin Willems • pp. 6-7

ACTUALITÉ

Services publics : vers leur liquidation totale ?
Freddy Visconti • pp. 8-9

LECTURES

Louis Van Geyt. La passion du Trait d'Union
Claude Renard • p. 10
Jean Lemaître • p. 11

EUROPE

Fin d'année électorale en Europe
Vladimir Caller • p. 12

ACTUALITÉ

La gauche en Amérique latine
Paul-Emile Dupret • p. 13

ÉDUCATION

À quoi doit servir l'école dans un monde en crise ?
Nico Hirtt • p. 14

INTERNATIONAL

Le Monténégro victime de l'appétit de l'OTAN
Georges Berghezan • p. 15

LECTURES

À propos du livre « Qui a tué Julien Lahaut ? »
Jean Lemaître • pp. 16-17

HOMMAGE

Mark Braet, toujours jeune
Louis Sorel • p. 18

CINÉMA

Les hommes d'argile
Robert Waeles • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussemont

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !